



Conseil de sécurité

Distr. générale
29 octobre 2021
Français
Original : anglais

Lettre datée du 29 octobre 2021, adressée au Secrétaire général par la Représentante permanente de l'Irlande, le Représentant permanent du Mexique et la Représentante permanente du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord auprès de l'Organisation des Nations Unies

En leur qualité de coprésidents du Groupe informel d'experts du Conseil de sécurité chargé de la question des femmes et de la paix et de la sécurité, l'Irlande et le Mexique, en étroite coopération avec le Royaume-Uni, ont l'honneur de vous faire tenir ci-joint le compte rendu de la réunion que le Groupe a consacrée à la situation en Haïti (voir annexe).

Nous vous serions reconnaissants de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

La Représentante permanente de l'Irlande
auprès de l'Organisation des Nations Unies
(Signé) Geraldine **Byrne Nason**

Le Représentant permanent du Mexique
auprès de l'Organisation des Nations Unies
(Signé) Juan Ramón **de la Fuente Ramírez**

La Représentante permanente du Royaume-Uni
auprès de l'Organisation des Nations Unies
(Signé) Barbara **Woodward**



**Annexe à la lettre datée du 29 octobre 2021 adressée
au Secrétaire général par la Représentante permanente
de l'Irlande, le Représentant permanent du Mexique
et la Représentante permanente du Royaume-Uni
de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

**Groupe informel d'experts du Conseil de sécurité chargé
de la question des femmes et de la paix et de la sécurité**

Compte rendu de la réunion sur la situation en Haïti tenue le 29 septembre 2021

Le 29 septembre 2021, le Groupe informel d'experts chargé de la question des femmes et de la paix et de la sécurité a organisé une réunion sur la situation en Haïti. Les membres du Conseil de sécurité ont entendu un exposé de la Représentante spéciale du Secrétaire général pour Haïti et Chef du Bureau intégré des Nations Unies en Haïti (BINUH), Helen La Lime, et de représentants de l'équipe de pays des Nations Unies. Au terme de la réunion, l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes) a présenté une série de recommandations clés.

Questions posées par les membres du Conseil de sécurité

Les membres du Conseil de sécurité ont posé des questions sur divers sujets, à savoir : la prise en compte des questions de genre dans l'accord politique récemment conclu ; les obstacles à la participation des femmes à la vie politique et les mesures prises pour appuyer les candidates ; les actes de violence ciblant les défenseuses des droits humains ; les mesures qu'il est prévu de prendre concernant l'adoption d'un plan national de mise en œuvre de la résolution [1325 \(2000\)](#) du Conseil de sécurité ; les composantes genre des programmes de désarmement, démobilisation et réintégration du BINUH ; les relations qu'entretient la mission avec les organisations de femmes ; le nouveau Code pénal d'Haïti ; l'accès à la justice des femmes et les services offerts aux personnes ayant subi des violences sexuelles et fondées sur le genre ; les taux élevés de détention provisoire observés chez les femmes ; les actes d'exploitation et d'atteintes sexuelles commis par des soldats de la paix ; l'impact différencié des risques de sécurité liés aux changements climatiques en fonction du genre et les enseignements tirés du tremblement de terre de 2010 ; le rôle moteur joué par les femmes dans les efforts humanitaires, la réduction des risques de catastrophe et la résilience climatique et le relèvement ; l'accès des femmes aux protections hygiéniques dans les situations d'urgence ; les mesures prises en faveur des femmes migrantes ; les disparités fondées sur le genre observées dans la campagne de vaccination haïtienne ; la participation des femmes aux secteurs formel et informel ; l'accès au financement des organisations de femmes ; le budget du Ministère à la condition féminine et aux droits de la femme.

Principaux points soulevés lors de la réunion

- Les femmes sont considérablement tenues à l'écart de la vie politique et économique. Le dernier Parlement haïtien ne comprenait que 3 % de femmes, soit l'un des taux les plus faibles au monde. La violence à l'égard des femmes en politique, notamment pendant les élections, est un phénomène répandu, et les leaders féminins sont souvent la cible de menaces et de campagnes de dénigrement. Le climat politique violent et la misogynie qui règne dans les partis politiques limitent la participation des femmes aux affaires publiques et les fonds que reçoivent les candidates pour faire campagne.

- Avec l'appui du Fonds pour la consolidation de la paix, ONU-Femmes et le Programme des Nations Unies pour le développement mènent un projet visant à renforcer les capacités du Conseil électoral provisoire, de la Police nationale d'Haïti et de groupes de femmes à prévenir, arbitrer et gérer la violence et les conflits électoraux. Dans le cadre d'un programme financé par le Gouvernement canadien, ONU-Femmes offre une formation à jusqu'à 80 candidates potentielles aux prochaines élections.
- Le Forum des femmes haïtiennes pour la paix et le Forum national femmes, paix et participation politique ont montré qu'il importait d'élaborer un plan d'action national pour les femmes et la paix et la sécurité. Le renforcement de la capacité de l'État à garantir la sécurité et à lutter contre toutes les formes de violence à l'égard des femmes est l'une des priorités absolues de ces deux organisations.
- Il y a une volonté politique d'accroître la participation des femmes, et, dans l'accord politique signé le 11 septembre 2021, le Premier Ministre réitère l'exigence d'un quota minimum de 30 % de femmes dans l'ensemble des institutions. Cependant, l'actuel projet de constitution ne prend pas suffisamment en compte les questions de genre. La Cour suprême, dont les membres viennent d'être nommés, ne compte aucune femme.
- Les femmes et les filles vivent sous la menace constante de la violence opportuniste, y compris celle commise par des bandes organisées. En Haïti, une femme sur trois subira des violences au cours de sa vie, et au moins 12 % des filles de moins de 18 ans seront violées. En outre, au cours des 12 derniers mois, 7 990 cas de violence fondée sur le genre, dont 26 % concernaient des enfants, ont été signalés par les établissements de soins du pays. On constate un écart considérable entre le nombre de cas de viols enregistrés par la police et le nombre de faits de violence sexuelle signalés par les prestataires de services. Cet écart s'explique notamment par le manque de confiance dans le système judiciaire et les ententes informelles qui sont conclues entre les auteurs des violences et les victimes. Avec l'appui du BINUH, le Gouvernement a élaboré une stratégie de lutte contre les bandes organisées. L'Initiative Spotlight a quant à elle permis d'aider plus de 6 000 femmes et filles ayant subi des violences. Les fonds affectés aux services de lutte contre la violence sexuelle et fondée sur le genre et à la santé des femmes ont augmenté, certes, mais ces domaines restent sous-financés, et il existe toujours d'importantes lacunes dans les services offerts dans les zones rurales. Les femmes ne représentent que 10,7 % des forces de police.
- Grâce au fonds d'affectation spéciale en faveur des victimes d'exploitation et d'atteintes sexuelles, l'ONU apporte une aide à 31 victimes d'actes de cette nature commis par des anciens soldats de la paix ainsi qu'à 37 enfants nés de ces actes, provenant de 17 États Membres différents. En outre, le réseau de prévention de l'exploitation et des atteintes sexuelles s'emploie à sensibiliser les communautés. La Représentante spéciale du Secrétaire général pour Haïti a exhorté les États Membres à appuyer sans réserve les victimes et leurs enfants afin de régler les demandes de paternité et de pension alimentaire en suspens. Dans les prisons haïtiennes, le taux de prévenues, qui s'élève à 90 %, est l'un des plus élevés au monde. Grâce à des organisations locales financées par le Fonds pour la consolidation de la paix, 60 % des femmes en détention provisoire prolongée bénéficient désormais d'une assistance juridique. ONU-Femmes a donné des formations sur les Règles de Bangkok au personnel pénitentiaire et sensibilise les détenues à leurs droits.
- La Représentante spéciale du Secrétaire général a demandé aux donateurs de répondre à l'appel éclair humanitaire de 187,3 millions de dollars lancé en août.

Le tremblement de terre de 2010 a montré qu'il fallait appuyer l'économie nationale, travailler en étroite collaboration avec la société civile et favoriser l'appropriation des programmes et la coordination à l'échelle nationale. Il faut aussi renforcer les capacités des autorités locales et nationales, y compris celles du Ministère à la condition féminine et aux droits de la femme.

- Une analyse rapide des disparités entre les sexes menée par ONU-Femmes et CARE a révélé que les femmes et les filles étaient les plus touchées parmi les 800 000 survivantes et survivants du tremblement de terre survenu en août 2021 et qu'elles étaient exposées à des niveaux accrus de violence domestique en raison de la vie dans les espaces ouverts, d'une perte de revenus plus importante et d'un risque plus élevé de recours à des stratégies d'adaptation néfastes.
- D'après l'évaluation rapide de la santé reproductive et de la violence fondée sur le genre menée par le Fonds des Nations Unies pour la population, 22 000 femmes accoucheront dans la zone touchée par le séisme, et 4 000 d'entre elles auront des complications. Plus de 50 % des espaces sûrs qui existaient avant le tremblement de terre ne peuvent plus être utilisés, et il faut donc créer des espaces mobiles pour les personnes survivantes. Haïti est le pays des Amériques qui enregistre le taux de mortalité maternelle le plus élevé : en moyenne, trois femmes par jour meurent de causes liées à l'accouchement.
- Plus de 900 écoles ont été détruites ou endommagées par le tremblement de terre. Le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) et d'autres organismes appuient le Ministère de l'éducation en appliquant un ensemble de mesures intégrées, dont certaines visent à prévenir l'abandon scolaire et les mauvais traitements envers les filles.
- Le 23 septembre 2021, l'UNICEF a publié une déclaration concernant la crise des migrants dans laquelle il demande instamment aux autorités de s'abstenir de tout recours à la force aux frontières, de garder les familles ensemble et d'évaluer correctement les besoins des migrants en matière de protection avant de prendre une décision concernant leur retour. D'après ses premières estimations, les deux tiers des migrants rentrés au pays étaient des femmes et des enfants. L'UNICEF et l'Organisation internationale pour les migrations offrent une protection et des services de soutien psychosocial aux enfants qui arrivent du Mexique, des États-Unis d'Amérique et d'autres pays dans deux aéroports ainsi qu'au port du Cap-Haïtien.
- Avec l'appui du Fonds pour les femmes, la paix et l'action humanitaire, 28 organisations de défense des droits des femmes présentes en Haïti ont pu mettre en œuvre divers programmes offrant notamment une aide aux femmes déplacées qui sont victimes de la violence des bandes organisées ou aux femmes handicapées qui subissent des violences fondées sur le genre. Le Fonds a approuvé une nouvelle affectation qui se traduira par le lancement d'un appel à propositions, l'objectif étant d'aider les organisations de femmes à se remettre des conséquences du séisme.
- L'étendue de la pauvreté, les problèmes de sécurité et l'accès limité aux services essentiels, y compris l'éducation des filles, continuent de nuire gravement au bien-être des femmes et à leur statut socioéconomique. Les femmes jouent néanmoins un rôle majeur dans les secteurs formel et informel. Elles représentent 48 % de la population économiquement active et 82 % de la main-d'œuvre du secteur des entreprises. Le secteur du vêtement et de l'habillement, qui génère 90 % des exportations manufacturières nationales et dans lequel 70 % des emplois sont occupés par des femmes, a été le plus durement touché par les retombées économiques de la pandémie de maladie à coronavirus.

(COVID-19). Les femmes sont aussi surreprésentées dans l'économie parallèle centrée sur l'agriculture de subsistance, les marchés en plein air et les cuisines collectives, dans laquelle le taux de chômage des femmes a également augmenté. Dans le cadre d'une initiative d'un montant de 75 millions de dollars, la Banque mondiale a mis en place des mesures de soutien immédiat pour les ménages pauvres et vulnérables, notamment des transferts en espèces réguliers et des mesures visant à améliorer la santé, la nutrition et l'accès au financement. Elle s'emploie aussi à renforcer les capacités du Ministère des affaires sociales et du travail en ce qui concerne l'amélioration de la gestion et de la gouvernance des programmes de protection sociale. Dans le cadre d'un programme d'émancipation économique financé par le Gouvernement norvégien, ONU-Femmes apporte son soutien aux femmes rurales du sud du pays qui ont été touchées par le tremblement de terre.

- Au 31 août 2021, les femmes représentaient 38,1 % de l'ensemble du personnel du BINUH ; 39,4 % du personnel recruté sur le plan national, 34,1 % du personnel recruté sur le plan international et 33 % du personnel en tenue étaient des femmes. Des 21 entités des Nations Unies présentes en Haïti, seules deux sont dirigées par des femmes. Le Coordinateur résident et Coordonnateur de l'action humanitaire a encouragé les États Membres à faire pression dans les conseils d'administration des organismes des Nations Unies pour que les femmes soient mieux représentées dans les postes à responsabilités aux Nations Unies.

Recommandations

Les recommandations ci-après ont été formulées par ONU-Femmes, qui assure le secrétariat du Groupe informel d'experts¹ :

a) Il conviendrait, dans la perspective des négociations à venir sur le mandat du BINUH, que le Conseil de sécurité conserve toutes les références aux femmes et à la paix et la sécurité qui figurent dans le préambule et le dispositif des résolutions [2476 \(2019\)](#) et [2547 \(2020\)](#) du Conseil de sécurité, et envisage d'ajouter ce qui suit :

- i) Demande que les femmes participent pleinement, à tous les niveaux, au processus menant aux élections présidentielle et législatives et prie le BINUH d'aider le Gouvernement haïtien à accroître la participation des femmes à ce processus en tant qu'électrices, candidates et administratrices ;
- ii) Prie le BINUH de travailler de concert avec les organismes des Nations Unies pour appuyer, mobiliser et consulter les organisations féminines de la société civile dans toute leur diversité, à tous les niveaux et dans tous les domaines dans lesquels il travaille ;
- iii) Demande à l'ONU et aux autres partenaires internationaux d'aider le Gouvernement haïtien à élaborer et à mettre en œuvre un plan d'action national pour les femmes et la paix et la sécurité ;
- iv) Demande à tous les États Membres de contribuer à financer le fonds d'affectation spéciale en faveur des victimes d'exploitation et d'atteintes sexuelles ; salue les efforts déployés par le BINUH pour lutter contre l'exploitation et les atteintes sexuelles et améliorer l'aide apportée aux victimes ; demande aux pays fournisseurs de contingents ou de personnel de

¹ Ces recommandations sont tirées des propositions de personnes qui ont participé à la réunion ou de la note d'information établie par le secrétariat du Groupe informel d'experts avant la réunion, et ne constituent pas des recommandations du Groupe dans son ensemble ou des membres du Conseil de sécurité.

police de faire en sorte que les auteurs de faits d'exploitation et d'atteintes sexuelles répondent de leurs actes et de faciliter le règlement des demandes de paternité et de pension alimentaire pour les enfants.

b) En outre, les coprésidents du Groupe informel d'experts et les autres membres du Conseil devraient :

i) Demander instamment que tous les efforts humanitaires déployés à la suite du tremblement de terre se fondent sur des analyses des disparités entre les sexes, tiennent compte des questions de genre, intègrent des activités de protection dans tous les secteurs et aident le Gouvernement haïtien à renforcer les capacités des institutions publiques à cet égard ;

ii) Demander instamment que les organisations de femmes soient invitées à participer aux mécanismes de coordination de l'aide humanitaire et des risques de catastrophe aux niveaux national, départemental et local, et encourager l'investissement en faveur de l'amélioration des capacités et des ressources dont disposent les organisations de femmes pour prévenir les catastrophes et y faire face ;

iii) Offrir un soutien financier direct aux initiatives locales de consolidation de la paix dirigées par des femmes, y compris par un financement souple et à long terme des organisations de la société civile, et favoriser la création de coalitions entre les réseaux de femmes et la mobilisation des femmes en tant que médiatrices de paix au niveau communautaire ;

iv) Renforcer les efforts visant à améliorer la sécurité et les droits économiques des femmes, notamment en ce qui concerne l'accès au financement et à d'autres solutions leur permettant de reconstituer leurs moyens de subsistance ;

v) Continuer de renforcer la capacité de l'État à lutter contre toutes les formes de violence à l'égard des femmes et des filles ;

vi) À l'approche de la tenue du scrutin reporté, les membres du Conseil et les autres partenaires internationaux pourraient accroître les investissements en faveur de la représentation politique des femmes. Ces investissements pourraient servir à renforcer les capacités des femmes dirigeantes, à prévenir les violences électorales à l'égard des femmes et à mettre en place une campagne nationale visant à promouvoir la participation des femmes à la vie politique.

Les coprésidents ont remercié la Représentante spéciale du Secrétaire général pour Haïti ainsi que l'ensemble des personnes ayant participé à la réunion et se sont engagés à assurer le suivi des questions importantes qui ont été soulevées.